



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVV

**ZI DUMES 16 RTE DE VILLANDRAUT
33210 Langon**

Références : 26_UD33_CRA_0201
Code AIOT : 0100126420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement EVV implanté ZI DUMES 16 RTE DE VILLANDRAUT 33210 Langon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection des installations classées a été réalisée le 04 mars 2026 sur le site implanté ZI DUMES, 16 route de Villandraut, 33210 Langon. Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Cette inspection était initialement programmée à l'attention de la société Euralis Distribution, identifiée dans les bases de l'inspection comme exploitant du site. Toutefois, à l'arrivée sur site, l'IIC a constaté que l'établissement était exploité par la société EVV.

Les échanges avec l'exploitant, lors de la visite, ont permis de préciser que le site de Langon était initialement exploité par la société Euralis Distribution, filiale du groupe Euralis. Dans le cadre d'une

réorganisation du groupe visant notamment à restructurer ses activités de distribution et viticoles, ces activités ont été transférées à la société EVV, créée afin de reprendre ces activités. Selon les éléments communiqués par l'exploitant lors de l'inspection, ce transfert s'est opéré progressivement à partir de 2021. Pour le site de Langon, il se serait traduit par une prise d'effet du changement d'exploitant au 1er janvier 2023, date à laquelle la société EVV est devenue l'exploitant du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVV
- ZI DUMES 16 RTE DE VILLANDRAUT 33210 Langon
- Code AIOT : 0100126420
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

Les activités de la société EVV portent sur l'achat, la logistique, le transport, le stockage et la commercialisation de produits destinés aux activités viticoles, vinicoles, agricoles et plus largement au monde rural.

Les activités de l'établissement sont classées sous le régime de la déclaration, récépissé en date du 04/10/2006 (opération n°201404646), au titre d'un dépôt de produits phytosanitaires relevant des rubriques 1111-1-c et 1111-2-c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Par la suite, l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 1436.2, 1510, 1532.3, 4510.2, 4511.2, 4130.2.b, 4734.2.c, 2710.1.1b et 2710.2.c, par récépissé en date du 22/12/2017 (opération n°201701140). Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'entrée en vigueur, le 1er juin 2015, du décret du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des ICPE et introduisant les rubriques de la série 4xxx.

De ce fait, les dispositions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques, de la nomenclature ICPE, précitées s'appliquent à l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 04/03/2026, article R512-68 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 2 | Situation administrative (pour les | Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55 | Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| | sites à déclaration) | | Demande d'action corrective | |
| 4 | Mesures de maîtrise des Risques | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 5 | Capacités de rétention des produits chimiques | Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 3 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, | Sans objet |
| 6 | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10 | Sans objet |
| 7 | Registre entrée/sortie | Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 4 mars 2026, il a été constaté que les installations classées situées sur la commune de Langon, précédemment exploitées par la société EURALIS, sont désormais exploitées par la société EVV, qui a indiqué avoir repris l'exploitation le 1er janvier 2023.

Il est demandé à l'exploitant (EVV) de procéder à la déclaration de changement d'exploitant auprès du préfet et de transmettre le récépissé correspondant à l'IIC.

L'exploitant doit également vérifier le classement de l'établissement au regard de la nomenclature des ICPE, mettre à jour un tableau de classement intégrant le cumul des substances dangereuses, réaliser les contrôles périodiques réglementaires par un organisme agréé et transmettre les rapports correspondants.

Par ailleurs, il doit remettre en état le RIA hors service, s'assurer de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie et transmettre un échéancier des actions de maintenance.

Enfin, l'exploitant doit mettre en conformité les conditions de stockage des produits liquides susceptibles de polluer les eaux ou les sols, notamment par la mise en place de rétentions adaptées conformément aux arrêtés ministériels de prescription générale auxquels il est soumis.

Une mise en demeure est proposée concernant : le changement d'exploitant non déclaré, l'absence de contrôles quinquennaux pour les rubriques bénéficiant des droits acquis (1436, 1510, 4510, 4511, 4734, 2710.1 et 2710.2 - récépissé 22/12/2017, opération n°201701140), et les conditions de stockage des produits liquides.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/03/2026, article R512-68 |
| Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. [...] |
| Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les installations classées situées sur la commune de Langon, précédemment exploitées par la société EURALIS, sont exploitées par la société EVV. L'exploitant a indiqué au cours de l'inspection avoir repris l'exploitation du site à compter du 1er janvier 2023. Toutefois, aucune déclaration de changement d'exploitant n'a été transmise au préfet, contrairement aux dispositions de l'article R.512-68 du code de l'environnement. <i>Pour information, l'exploitant a la possibilité d'effectuer la déclaration de changement d'exploitant en ligne via le site Entreprendre.service-public.fr, accessible à l'adresse suivante : https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</i> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à la déclaration de changement d'exploitant des installations classées situées sur la commune de Langon, conformément aux dispositions de l'article R.512-68 du code de l'environnement, et transmet à l'inspection des installations classées le récépissé de déclaration. Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) joint. Il est demandé à l'exploitant d'apporter ses éventuelles remarques sur ledit projet d'arrêté sous 15 jours et ce, au titre de la procédure contradictoire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise |

| |
|---------------------------------------|
| en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Situation administrative (pour les sites à déclaration)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des FDS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.</p> <p>Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'établissement a sollicité le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 1436, 1510, 1532, 4510, 4511, 4130.2, 4734.2, 2710.1 et 2710.2 de la nomenclature des ICPE. Un récépissé de déclaration a été délivré en date du 22/12/2017 (opération n°201701140). À ce titre, l'établissement est classé sous le régime de la déclaration avec contrôles périodiques (DC) pour les rubriques 1436, 1510, 4510, 4511, 4734, 2710.1 et 2710.2.</p> <p>Par ailleurs, selon les informations figurant dans l'outil « GUNenv » mis à la disposition des services de l'inspection, l'établissement est également déclaré sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique pour l'activité relevant de la rubrique 4110 de la nomenclature des ICPE. De plus, lors de l'inspection, la présence de KOCIDE 2000 a été relevée dans l'état des stocks. Ce produit relève de la rubrique 4331 de la nomenclature des ICPE. Le positionnement vis-à-vis des seuils de cette rubrique, et de l'éventuel régime de déclaration avec contrôle périodique, n'a pas été précisé au cours de l'inspection.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'IIC le récépissé de déclaration de l'établissement ni les rapports de contrôles périodiques prévus réglementairement.</p> <p>Au cours des échanges intervenus durant l'inspection, l'exploitant a indiqué que ses activités se situeraient, selon lui, en dessous des seuils de déclaration des ICPE.</p> <p>Il est toutefois rappelé à l'exploitant que le bénéfice des droits acquis a été sollicité et obtenu pour les rubriques précitées par récépissé en date du 22/12/2017 (opération n°201701140). À ce titre, les dispositions des arrêtés ministériels applicables à ces rubriques s'imposent à l'établissement. Celles-ci comprennent notamment l'obligation de réalisation de contrôles périodiques pour les rubriques 1436, 1510, 4510, 4511, 4734, 2710.1 et 2710.2 susvisées, ainsi que, le cas échéant, pour les rubriques 4110 et 4331 si les seuils de classement.</p> <p>Il est précisé que, lors de l'inspection, les constats réalisés, notamment au regard de l'état des stocks, ont mis en évidence que seuls certains produits relevant des rubriques susvisées étaient présents sur le site, d'autres n'étant pas détenus au moment du contrôle.. Pour celles qui étaient effectivement présentes, les quantités stockées étaient, à ce moment, en dessous des seuils de classement applicables. <u>Il convient de rappeler que le classement ICPE est déterminé en fonction</u></p> |

du stockage susceptible d'être présent, et que ces conditions peuvent évoluer.

Par ailleurs, il est à noter qu'aucune démarche de notification de cessation d'activité n'a été engagée afin d'acter la sortie du régime de déclaration au titre des installations classées.

En effet, bien que la société poursuive ses activités sur le site, elle demeure tenue, si les seuils de classement ne sont plus atteints, de notifier la cessation administrative de ses activités au titre des rubriques concernées afin d'acter officiellement sa sortie du régime des installations classées.

Le cas échéant et pour information, l'exploitant peut procéder à cette notification en ligne sur le site Entreprendre.service-public.fr à l'adresse suivante :

https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e2s1

Il est aussi rappelé à l'exploitant que, dans ce cadre, une attestation de mise en sécurité du site par une entreprise certifiée est requise (ref: code de l'environnement, article R.512-66-3).

Aussi, dans le cas où l'exploitant décide de procéder à la cessation d'activité administrative pour sortir du régime des installations classées (qui est définie dans le code de l'environnement), il transmettra à l'inspection des installations classées (à titre de justificatif) la preuve de dépôt de dossier de cessation et l'attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR) requise par ladite procédure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de vérifier le classement de l'établissement au regard de la nomenclature des installations classées et, dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport, de transmettre à l'inspection un tableau de classement actualisé précisant pour chaque rubrique concernée les quantités ou capacités associées ainsi que le régime applicable. En outre, l'exploitant précisera la prise en compte de la règle du cumul pour la détermination du régime applicable, en indiquant comment les quantités de produits dangereux (notamment celles relevant des rubriques 4xxx : stockage de produits chimiques / liquides inflammables / toxiques / dangereux pour l'environnement) ont été regroupées ou additionnées.
- de faire procéder, par un organisme agréé, à la réalisation des contrôles périodiques réglementaires applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique. Ces contrôles devront être réalisés dans un délai de deux mois. Les rapports correspondants devront être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de quatre mois.
- Une mise en demeure est proposée sur l'absence des contrôles quinquennaux obligatoires concernant les rubriques 1436, 1510, 4510, 4511, 1510, 2710-1 et 2710-2. Il est demandé à l'exploitant d'apporter ses éventuelles remarques sur ledit projet d'arrêté sous 15 jours et ce, au titre de la procédure contradictoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,

Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il a été relevé que les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés sur l'exploitation sont accessibles aux travailleurs notamment via l'application PhytoScan, qui centralise les informations réglementaires et fournit des FDS à jour. Lors de l'inspection, l'Inspection des installations classées (IIC) a vérifié par sondage la présence de certaines FDS dans l'application, notamment celles des produits « KERB FLO » (date de révision : 7 avril 2025) et MIKAL FLASH (date de révision : 4 octobre 2024).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Mesures de maîtrise des Risques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p> |
| <p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné plus particulièrement la fiche de données de sécurité (FDS) du produit « KERB FLO ». L'exploitant a indiqué avoir pris en compte les risques identifiés et a mis en place des mesures adaptées : présence de moyens d'extinction appropriés, mise à disposition d'équipements de protection individuelle (EPI) adaptés pour les opérateurs (combinaison, masque, lunette...), rétentions, présence d'un kit d'urgence avec boudin absorbant en cas de déversement accidentel.</p> <p>L'exploitant a présenté son plan des stockages organisé en fonction des produits phytosanitaires non utilisables (PPNU), CMR, corrosif, non classé. Le plan a été vérifié en décembre 2025 et à réception de chaque nouveau produit.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a procédé, par sondage, à la vérification des moyens de première intervention contre l'incendie présents dans le local de stockage des produits dangereux.</p> <p>Il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un robinet d'incendie armé (RIA) identifié comme étant hors service ; |

- d'un extincteur à eau dont la dernière vérification remonte à 2023 ;
- d'un extincteur à dioxyde de carbone vérifié en 2024 ;
- d'un extincteur à poudre vérifié en 2024.

Selon les indications de l'exploitant, la visite de maintenance des moyens de lutte contre l'incendie était prévue en 2025. L'exploitant a toutefois indiqué que l'organisme en charge des vérifications présentait un retard d'environ six mois dans la réalisation de cette intervention.

L'inspection rappelle que la maintenance des extincteurs doit être réalisée conformément aux dispositions applicables, notamment celles de la norme NF S 61-919, qui prévoit une vérification périodique annuelle des extincteurs portatifs par un personnel compétent.

Par ailleurs, ces moyens d'extinction sont situés à proximité du produit « KERB FLO ». La fiche de données de sécurité (FDS) de ce produit préconise l'utilisation d'eau pulvérisée ou de mousse résistant à l'alcool comme moyens d'extinction. Elle ne mentionne pas de moyens d'extinction inappropriés à la connaissance du fournisseur.

Lors de la visite terrain, il a aussi été relevé que le stockage du produit « KERB FLO » est associé à une rétention. Toutefois, les conditions de stockage sur rétention apparaissent globalement insatisfaisantes. Ce point est détaillé dans la fiche de constats n°5 ci-dessous.

Concernant la gestion et l'élimination des déchets, l'exploitant indique que les PPNU (Produits Périmés ou Non Utilisés) en fin de vie ou les produits repris par les clients sont collectés annuellement par Adivialor, organisme spécialisé dans la collecte et la valorisation des produits chimiques usagés, puis transférés à la société Chimirec.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre dans les plus brefs délais les actions correctives ou palliatives nécessaires à la remise en état du RIA hors service, afin d'assurer un niveau de sécurité équivalent.

Il lui est également demandé de mettre en place les mesures indispensables pour garantir le maintien en état et la maintenance des moyens d'extinction, il transmettra à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, un échéancier précisant les actions prévues, incluant la remise en état du RIA hors service et la réalisation rapide de la prochaine vérification de l'ensemble des moyens d'extinction.

Enfin, l'exploitant s'assure de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie présents dans le local de stockage au regard des préconisations de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits qui y sont entreposés.

L'absence de réalisation des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Prescriptions spécifiques aux liquides très toxiques.

Pour tout stockage constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale

à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres.

Tout stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Constats :

Lors de l'inspection, plusieurs non-conformités relatives aux conditions de stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ont été constatées. Il a notamment été observé(cf: photos annexées) :

- la présence d'un carton recouvrant la surface d'un bac de rétention sous des bidons, faisant obstacle à la pleine efficacité du dispositif de rétention en cas de fuite ;
- le stockage de palettes de produits à cheval sur deux bacs de rétention ;
- le stockage de produits liquides en hauteur sur racks sans dispositif de rétention adapté ;
- le stockage de palettes de produits liquides dépassant de l'emprise des bacs de rétention ;
- la présence de palettes de produits liquides en transit stockées au sol sans rétention associée.

Ces dispositions ne permettent pas de garantir l'efficacité des dispositifs de rétention en cas de fuite accidentelle et ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 2.10 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre dans les plus brefs délais les actions indispensables afin de garantir que l'ensemble des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols soit stocké dans des conditions conformes à l'article 2.10 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998, notamment en garantissant l'association systématique à une rétention adaptée et l'absence d'éléments susceptibles d'en réduire l'efficacité. Un échéancier de mise en conformité est également attendu sous 15 jours.

Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) joint. Il est demandé à l'exploitant d'apporter ses éventuelles remarques sur ledit projet d'arrêté sous 15

| |
|--|
| jours et ce, au titre de la procédure contradictoire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| Prescription contrôlée : [...] Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. [...] Constats : Il n'a pas été relevé d'association de produits incompatibles à la même cuvette de rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Registre entrée/sortie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. |
| Constats : L'exploitant dispose, au sein de son réseau interne, d'un fichier recensant les matières stockées sur le site, à l'exception des produits classés ICPE, lesquels sont accessibles via un outil au niveau du groupe. Cet inventaire présenté par l'exploitant inclut l'ensemble des catégories de produits, y compris les matières combustibles non dangereuses ou non soumises à la nomenclature ICPE. Un plan général des stockages a également été présenté par l'exploitant. L'IIC a procédé à la vérification de la quantité du produit «KERB FLO» telle qu'indiquée dans l'état des stocks, qui s'est révélée cohérente avec les observations effectuées dans le local de stockage. |

